

Questions orales

Globalement, le budget est très positif pour la petite entreprise et si le député le désire, je suis tout disposé à expliquer ultérieurement en détail aux petites entreprises de quelle façon le budget leur vient en aide. Je dirai même plus, le budget a déjà contribué à une baisse notable des taux d'intérêt bancaires.

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: Ce seul fait a des retombées positives pour la petite entreprise.

Des voix: Bravo!

M. Jelinek: Madame le Président, pour croire que la petite entreprise n'est pas victime du budget du ministre, il faut être fou ou bien libéral.

Une voix: Les deux.

M. Jelinek: John Bulloch n'est pas le seul qui en soit venu à cette conclusion. Dunwoody, Clarkson Gordon et d'autres firmes de comptables agréés ont montré que la politique préconisée par le ministre porte préjudice à la petite entreprise.

ON DEMANDE LA PRÉSENTATION D'UN MINI-BUDGET

M. Otto Jelinek (Halton): Étant donné que ces deux derniers jours le ministre a rectifié deux erreurs qu'il avait commises, ce qui est tout à son honneur, madame le Président, pourrait-il donner maintenant à la Chambre l'assurance qu'il présentera sous peu un mini-budget ou qu'il fera un nouvel exposé économique afin de réparer les injustices consécutives au budget de jeudi dernier, qui portent atteinte aux petites entreprises et frappent lourdement les Canadiens dont les revenus sont moyens ou faibles? Pourrait-il prendre cet engagement?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Non, madame le Président. Cependant, ce que j'entends faire à la première occasion, c'est discuter très sérieusement avec les députés les incidences du budget, qui vise surtout à rendre la fiscalité plus équitable, à éviter que les Canadiens dont les revenus sont moyens ou faibles n'assument une part indue du fardeau fiscal, et à s'assurer que les travailleurs qui n'ont d'autre revenu que celui provenant de leur emploi et paient de l'impôt sur l'intégralité de ce revenu ne soient pas injustement traités par rapport aux autres contribuables. Voilà l'objectif global de ce budget que j'entend défendre. Si, au moment où la Chambre se sera formée en comité plénier, les députés avaient des idées à formuler sur la façon d'atteindre plus sûrement cet objectif, je les étudierais volontiers.

Au sujet de certaines organisations industrielles, j'ai publié hier des dispositions de transition préservant les droits acquis. Ces dispositions accompagnent souvent les modifications d'ordre fiscal. Je continuerai d'apporter les ajustements que j'estimerai nécessaires, mais je tiens à ce que le député sache bien que je ne dévierai en rien de l'objectif fondamental du budget,

soit réaliser la réforme fiscale tant attendue dans le sens de la justice sociale.

* * *

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE OÙ EN EST L'ÉLABORATION D'UN PROGRAMME DE STABILISATION DU PRIX DU BŒUF

M. Bert Hargrave (Medicine Hat): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Lundi dernier, je me préparais à souhaiter la bienvenue au ministre qui rentrait de Rome où il a assisté aux réunions de la FAO, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture; mais aujourd'hui, j'estime qu'il importe bien plus de se réjouir de son retour du fait qu'il pourra enfin s'occuper de la situation absolument précaire du secteur de l'élevage bovin du Canada. La situation est si grave que j'ai dû reconnaître à contrecœur qu'à comparer à il y a 40 ans, lors des années trente, époque où nous avions subi dix années de dépression, de sécheresse et de désespoir, aujourd'hui, c'est bien pire. Je suis très sincère quand je dis cela, car aujourd'hui...

Mme le Président: A l'ordre. Je vois que le député a l'intention de nous lire un texte passablement long. Je le prierai donc d'en venir aux faits et de poser sa question dès maintenant.

M. Hargrave: Madame le Président, le ministre peut-il nous dire tout de suite où il en est dans l'élaboration d'un programme national de stabilisation du prix du bœuf pour 1981—une fois que l'année aura pris fin, bien sûr—qui favoriserait la participation des gouvernements des provinces productrices de viande de bœuf, des éleveurs eux-mêmes, du ministère fédéral et des collaborateurs du ministre? A-t-il en outre prévu de consulter les éleveurs pour la préparation de ce programme?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, le député sait pertinemment que je viens d'écrire à tous les éleveurs de bovins du Canada. Je crois avoir envoyé en tout quelque 140,000 lettres qu'accompagnait un questionnaire invitant les éleveurs à me conseiller sur ce que je dois faire pour les aider. Le questionnaire comportait cinq questions sur les initiatives que je devrais envisager éventuellement pour assainir la situation du secteur de la production de viande rouge.

Dans une certaine mesure, je suis d'accord avec le député dans ce qu'il dit au sujet de la situation économique de ce secteur, mais bon nombre des porte-parole des producteurs ont recommandé que nous maintenions le système de commercialisation qui existe depuis des années sans y changer quoi que ce soit. En ce qui me concerne, les éleveurs ne se sont pas fait bernier; la situation économique n'a pas été des plus roses. Nous cherchons en ce moment le moyen de relancer le secteur. C'est ce que souhaite le député, je le sais. Je le souhaite moi aussi pour le bien du pays tout entier; nous le souhaitons tous.

M. Hargrave: Madame le Président, ces mêmes porte-parole seront fort déçus aujourd'hui du fait que le ministre a négligé dans sa réponse de fixer la date à laquelle il rencontrera les éleveurs de bovins.